



## **Migrants d'Afrique du Nord: L'Europe doit se montrer digne des valeurs qu'elle soutient**

La Confédération syndicale internationale (CSI) est extrêmement inquiète du manque de protection des civils alors que le conflit fait rage en Libye et demande instamment à la communauté internationale d'apporter une réponse efficace et complète à la crise humanitaire. Les tueries, actes de violence et la répression généralisée à l'encontre des femmes et des hommes dont l'unique souhait est de vivre au sein d'une société démocratique et en paix doivent cesser. Il doit être mis un terme au régime de Kadhafi et un gouvernement démocratique qui protège les droits humains de ses citoyens doit le remplacer. La CSI est particulièrement préoccupée par la situation des hommes, des femmes et des enfants qui fuient la violence et quittent le pays pour leur sécurité. Environ 700.000 personnes ont déjà passé la frontière libyenne et leur nombre ne cesse de croître. De nombreux travailleurs étrangers sont dans une situation épouvantable et leur sort est incertain.

En effet, dans les années 1980-90, deux millions de travailleurs étrangers ont servi les intérêts économiques et politiques du régime libyen. Ils ont ensuite subi une forte répression et ont été victimes de violations constantes de leurs droits humains, y compris de leurs droits au travail. Nombreux sont ceux et celles qui, aujourd'hui, n'ont plus d'emploi et ni de parents sur qui compter. Ils ont été abandonnés dans des zones particulièrement dangereuses ou dans des camps bondés, sans abris corrects ni produits de première nécessité comme de la nourriture, de l'eau et des soins médicaux de base. De nombreux Érythréens, Somaliens, Soudanais, Éthiopiens, etc. ne peuvent rentrer dans leur pays d'origine à cause de la violence qu'il y règne et des risques de persécution auxquels ils sont exposés.

Il faut urgemment agir pour organiser l'évacuation des travailleurs étrangers et la réinstallation des réfugiés. La CSI exhorte la communauté internationale à proposer généreusement des possibilités de réinstallation à l'agence des Nations Unies pour les réfugiés, le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR). Il faut aussi entreprendre d'autres actions internationales pour veiller à ce que tous les travailleurs reçoivent les salaires dus, les indemnités et autres avantages lorsque la situation se sera améliorée.

Les personnes qui fuient la Libye risquent de plus en plus leur vie pour entrer en Europe en traversant la Méditerranée, souvent dans des embarcations qui ne sont pas en état de naviguer. Beaucoup se sont noyées. L'Union européenne et ses États membres doivent déployer tous les moyens nécessaires pour veiller à ce qu'il soit

porté secours aux personnes en danger. Il faut en outre qu'ils examinent minutieusement le cas des réfugiés arrivant et octroient l'asile aux personnes ayant besoin d'une protection internationale, conformément à la Convention de 1951 du HCR et aux réglementations européennes s'appliquant ici. Les problèmes qui sont récemment apparus avec l'arrivée en Europe de migrants tunisiens n'exonèrent pas les pays européens de l'application scrupuleuse des lois et règlements sur les réfugiés. La Confédération syndicale internationale (CSI) et la Confédération européenne des syndicats (CES) demandent instamment à l'Union européenne de mettre en place des mécanismes de contrôle efficaces pour s'assurer que le droit d'asile est correctement appliqué dans tous les pays membres.

La CSI et la CES s'inquiètent par ailleurs que l'arrivée, le mois dernier, de 22.000 Tunisiens sur l'île de Lampedusa ait perturbé l'un des principes fondateurs de l'Union européenne, la libre circulation des personnes au sein de ses États membres. Même si le nombre d'arrivants était important comparé aux 6.000 habitants de Lampedusa, il reste insignifiant au regard des 400 millions de personnes vivant dans la zone Schengen.

Comme l'a fait remarquer la secrétaire générale de la CSI, Sharan Burrow, « en analysant objectivement les faits, il est difficile de ne pas parvenir à la conclusion que ceux qui ont fait souffler un vent de panique sur cette affaire étaient motivés par des objectifs purement électoraux ». Le manque de solidarité des pays de l'Union européenne diverge considérablement de la générosité des gouvernements tunisien et égyptien qui ont ensemble reçu environ 400.000 étrangers depuis le début de la guerre en Libye, et ce, malgré les profonds changements politiques que les deux pays connaissent.

La migration doit être gérée de façon cohérente, transparente et respectueuse des droits. La décision des autorités italiennes d'octroyer des visas temporaires à 20.000 Tunisiens tout en menaçant de déportation collective les nouveaux arrivants ne répond pas à ces critères. Les pays européens doivent aussi grandement améliorer la façon de recevoir les migrants et fournir des infrastructures appropriées qui respectent leur dignité.

Pour le secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats, John Monks, « il est urgent que l'Europe adopte une vraie politique de migration qui tienne compte de tous les aspects de la situation, y compris des dimensions économiques, sociales et de développement ».

Sur une note plus positive, la CSI et la CES saluent la récente décision de la Cour de justice européenne selon laquelle les États membres ne peuvent emprisonner des migrants sans papiers qui refusent de quitter le pays. Cette décision est conforme au point de vue de la CSI, à savoir que l'absence de documents de migration ne doit jamais être considérée comme un délit pénal et ne devrait pas empêcher les travailleuses et les travailleurs sans papiers de bénéficier des mêmes salaires et conditions de travail que leurs homologues nationaux.

La CSI et la CES demandent à l'Union européenne de soutenir véritablement et sérieusement les changements démocratiques qui s'opèrent en Afrique du Nord et de commencer à établir des relations équitables et justes avec ces pays. Lorsque, le mois dernier, le président de la Commission européenne, M. Barroso, s'est rendu en Tunisie, il a exercé une pression terrible sur cette nouvelle et fragile démocratie pour qu'elle accepte la réadmission de migrants sans papiers, laissant entrevoir la possibilité de recevoir 140 millions d'euros. C'est très inopportun. De la même façon, il est inutile de dépenser les deniers publics à la construction d'une forteresse autour de la zone Schengen. L'Europe doit accorder la priorité au développement économique et social des pays qui l'entourent. La création de possibilités d'emplois décents en Afrique du Nord est la seule façon durable d'encourager les jeunes, en particulier, de risquer quotidiennement leur vie pour atteindre les côtes européennes.

Et Sharan Burrow de conclure: « Aujourd'hui, le véritable enjeu pour l'Europe n'est pas de freiner les flux de migrants, mais de devenir une véritable source de paix et de prospérité pour tout le continent africain ».